

L'exploitation, les classes sociales et les groupes opprimés dans les pays capitalistes

Jean Batou, mai-juin 2025

Cours I. Les classes sociales dans les pays capitalistes « développés » (11 mai)

Cours II. L'exploitation du salariat : un rapport social qui définit deux classes antagoniques sous le capitalisme (25 mai)

Cours III. La surexploitation et l'oppression des groupes opprimés (15 juin)

Cours IV. Les sociétés sans classe : de la préhistoire au socialisme (29 juin)

III. La surexploitation et l'oppression des groupes opprimés

Nous allons envisager la surexploitation (économique) et l'oppression (sociale et politique) de larges couches populaires au sein du capitalisme en essayant de comprendre comment elles se combinent inextricablement. Ce ne sont pas des réalités séparées qui se croiseraient ou s'additionneraient, mais les formes concrètes que prend le capitalisme dans la vie de différentes catégories de travailleurs·euses. Il combine l'exploitation du travail salarié et non salarié à d'autres formes d'oppression qui en optimisent l'efficacité du point de vue du capital.

La surexploitation de couches du salariat

Nous avons vu (cours II), que dans les économies capitalistes, les salaires, sont déterminés par le temps de travail moyen, socialement nécessaire, à la reproduction de la force de travail du salariat (nourriture, logement, soins, éducation, etc.). Mais, ce principe général est aussi conditionné par une série de facteurs secondaires.

1. La formation d'un salaire moyen de référence ne peut se réaliser que sur un marché du travail unifié . Elle découle de la confrontation des temps de travail mis en œuvre par un grand nombre de travailleuses et de travailleurs dans un espace économique donné, où la main-d'œuvre est relativement libre de circuler, soit une économie nationale ou un ensemble de pays disposant d'un marché unifié du travail , comme l'Union européenne. Cette tendance à la formation d'un salaire moyen de référence n'opère donc pas librement à l'échelle internationale.

2. Le panier de biens et services indispensable à la reproduction de la force de travail varie historiquement (il comprend le salaire indirect et le salaire social, cf. cours I et II). Sa valeur change dans le temps et l'espace. En plus du minimum vital , elle incorpore de nouveaux besoins exigés par le salariat (biens de consommation durables, loisirs, congés payés, etc.) –, mais aussi par les capitalistes (par ex., augmentation de la main d'œuvre formée). La valeur de la force de travail oscille autour d'une norme qui détermine des salaires de référence selon la qualification (ils s'affichent parfois dans des conventions collectives de travail ou dans la fonction publique).

3. *L'échelle des salaires de référence varie en fonction de la qualification.* La valeur de la force de travail du salariat sans formation n'est pas la même que celle des couches les plus qualifiées. Il faut observer que ce différentiel de salaire lié à la formation représente une possibilité d'ascension sociale pour une partie du salariat ; elle détermine des clivages culturels au sein du monde du travail et contribue à diviser le salariat (cols bleus et cols blancs, etc.).

4. *La fixation du niveau des salaires est au cœur de la lutte des classes entre salariat et capitalistes.* Comme la valeur de la force de travail représente toujours une moyenne, elle est tirée vers le haut par les couches du salariat qui peuvent se défendre le mieux et vers le bas par les couches les plus exposées à une exploitation sans frein.

Les capitalistes ont intérêt au maintien de couches plus vulnérables du salariat. Trois d'entre elles jouent structurellement ce rôle au sein du salariat : les femmes, l'immigration et les personnes racisées. Elles sont surreprésentées parmi les couches précaires du salariat. Elles sont vouées à une surexploitation systématique et exercent donc une pression à la baisse sur l'ensemble des salaires. Leur surexploitation est justifiée idéologiquement par le sexisme, la xénophobie, le racisme, qui conditionnent aussi les autres secteurs du salariat.

Il faut relever que l'idéologie dominante capitaliste reconfigure à son profit des idéologies plus anciennes que la révolution industrielle, qui se sont développées, en particulier, dans la période de l'accumulation primitive du capital, du 15^e au 18^e siècle, période au cours de laquelle les femmes ont été privées de la personnalité juridique et la colonisation et la traite des esclaves se sont développées.

Dans sa phase la plus progressiste (d'octobre 1792 à juillet 1794), en dépit de sa radicalité, la Révolution française n'a pas accordé les droits politiques aux femmes. Elle a interdit les clubs féminins (en oct. 1793). Elle n'a voté l'abolition de l'esclavage (en févr. 1794), que confrontée à un soulèvement des esclaves qui risquait de faciliter l'occupation de la partie française de l'île de St-Domingue par les Espagnols ou les Anglais.

La surexploitation et l'oppression des femmes

1. *La surexploitation des femmes, dont les salaires directs et indirects sont inférieurs à ceux des hommes, est une caractéristique de toutes les sociétés capitalistes.* Cette discrimination salariale a pour origine le fait que l'emploi et le salaire des femmes ont été considérés par les employeurs, depuis la révolution industrielle, comme un emploi et un salaire d'appoint.

2. Pourquoi les femmes ont-elles dû renoncer à un emploi à plein temps ? D'abord à cause des contraintes liées à la maternité dans le cadre du salariat capitaliste, hors du foyer.

Au début de la révolution industrielle, les jeunes femmes travaillaient de longues heures par jour en fabrique, mais seulement jusqu'au mariage. Dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884), Engels écrit : « C'est seulement la grande industrie de nos jours qui a rouvert – et seulement à la femme prolétaire – la voie de la production sociale ; mais dans des conditions telles que la femme, si elle remplit ses devoirs au service privé de la famille, reste exclue de la production sociale et ne peut rien gagner; et que, par ailleurs, si elle veut participer à l'industrie publique et gagner pour son propre compte, elle est hors d'état d'accomplir ses devoirs familiaux. »

Jusqu'à la mise au point de la stérilisation, le biberon n'est pas une alternative à l'allaitement au sein qui peut durer plus d'une année ; sans congé maternité, c'est l'homme qui conserve un emploi rémunérateur pour entretenir la famille.

3. Mais aujourd'hui, pourquoi l'entrée massive des femmes sur le marché du travail et l'égalité des droits, qu'elles ont arrachées, ne leur garantit pas l'égalité effective des salaires et du partage des tâches domestiques ?

Parce que le *travail reproductif* coûterait toujours beaucoup trop cher s'il devait être entièrement socialisé (sous forme de services marchands ou publics). En effet, la simplification des tâches ménagères, grâce à l'eau courante, au chauffage central, à la réfrigération, à la mécanisation de la lessive, de la vaisselle, d'une partie du nettoyage (aspirateurs), des plats pré-cuisinés, etc. n'est pas possible pour l'éducation et les soins aux personnes, qui nécessitent du temps et du personnel qualifié en nombre suffisant.

Ainsi, en Suisse, 4 mères de famille sur 5 travaillent à temps partiel ; le temps de travail salarié moyen des femmes est de 26 heures par semaine

4. Par qui les femmes sont-elles exploitées pour les tâches ménagères, d'éducation et de soins dans la sphère privée ? À première vue, par les hommes, le salarié devenant le patron de sa compagne à la maison. Cette relation de domination n'a pas échappé à Engels qui écrivait, toujours dans *L'Origine de la famille...* : « La famille conjugale moderne est fondée sur l'esclavage domestique, avoué ou voilé, de la femme ».

L'accomplissement d'une grande partie des tâches de reproduction de la force de travail par les femmes, dans le cadre privé, confère aux hommes un pouvoir sur les femmes, ceci d'autant plus que ce sont eux qui disposent du salaire le plus élevé.

Mais, du point de vue des capitalistes, le travail des femmes dans la reproduction de la force de travail au sein des ménages permet de réduire sa valeur sur le marché du travail. Dans ce sens, les femmes au foyer sont indirectement exploitées par les capitalistes, puisqu'elles contribuent à augmenter le taux d'exploitation du salariat.

Il y a là une analogie avec le travail des communautés paysannes qui prennent en charge, hors marché, une partie des tâches d'éducation ou de soin d'un salariat très mal rémunéré, au début de la révolution industrielle ou dans d'autres contextes (les travailleurs saisonniers en Suisse), contribuant ainsi à réduire au minimum la valeur de sa force de travail (cf. cours II). *Nancy Fraser parle ainsi d'une imbrication fonctionnelle de la production marchande et non marchande au sein du capitalisme.*

5. Les femmes sont surexploitées à un double titre au sein de l'économie capitaliste : a. parce qu'elles sont moins bien rétribuées que les hommes ; b. parce que le travail domestique et de soin, qu'elles effectuent (aux deux tiers voire au trois quarts) dans la sphère privée, contribue à réduire la valeur de la force de travail salariée – la plus-value supplémentaire obtenue par les capitalistes résulte ainsi indirectement du travail domestique et de soin effectué par les femmes.

6. La domination masculine que cette double exploitation perpétue expose les femmes au pouvoir et à la violence des hommes dans l'espace public et privé, même si leur position dominante n'est plus validée par l'exclusion des femmes des droits civils et politiques.

7. L'idéologie patriarcale n'affecte pas que les femmes. En encourageant le masculinisme, elle explique le taux de mortalité plus élevé des hommes, lié à des comportements à risque,

l'homophobie (qui vise plus les hommes en termes de fréquence, d'intensité et de violence) et la transphobie. Or, l'idéologie n'est pas qu'une « fausse conscience » qui détermine des comportements individuels, elle s'incarne dans des pratiques sociales qui lui confèrent une existence matérielle (des organisations religieuses aux représentations médiatiques, des clubs de sports aux réseaux sociaux).

Sur ces questions, voir Lise Vogel, *Le marxisme et l'oppression des femmes*, Paris, éditions sociales, 2022.

La surexploitation et l'oppression des personnes migrantes et racisées

Le tableau général se complique si l'on introduit les personnes migrantes et/ou racisées, femmes et hommes.

1. La condition du salariat est la migration – de la campagne à la ville, d'un pays, puis d'un continent, à l'autre –. Un témoin du 15^e siècle écrivait ainsi : « On voit naturellement que bêtes et oiseaux suivent le gras pays et le labourage et qu'ils s'éloignent du pays désert. Pareillement les gens mécaniques et laboureurs vivant de la peine de leur corps, suivent les lieux et places où sont les embauches ». On peut donc dire que le salariat est formé de personnes migrantes arrivées à des époques différentes.

2. Si le salaire comporte un acquis historique, en particulier dans les pays d'industrialisation précoce, les personnes migrantes n'ont pas le choix et doivent accepter des salaires inférieurs à la norme. Elles exercent ainsi une pression à la baisse sur les salaires, comme l'exode rural précédemment, parce que leur force est payée en-dessous de sa valeur.

3. La racisation des personnes migrantes permet de justifier (comme le sexisme) les plus bas salaires, la privation de droits, le confinement dans des tâches ingrates, précaires et souvent dangereuses (aujourd'hui, il y a plus d'accidents du travail parmi les livreurs en scooter que parmi les travailleurs du bâtiment). Une partie de ces gens sont sortis de l'ombre en Suisse, pendant la crise de la COVID, pour toucher une aide alimentaire en nature.

4. La racisation des personnes migrantes n'a pas les mêmes conséquences sur le travail des hommes et des femmes. Celles-ci ont généralement un temps de travail salarié supérieur aux autres femmes ; leur activité professionnelle se concentre dans des tâches de reproduction – services de nettoyage, de cuisine, de soin ou d'éducation de la petite enfance publics ou privés, ou ménages à domicile (généralement illégalement, sans contrat, sans cotisations sociales, sans droit au chômage, victimes d'abus divers). Elles effectuent une partie des tâches ménagères de leurs patrons-patronnes salarié-e-s, contribuant ainsi indirectement à rendre possible l'emploi d'autres femmes sur le marché du travail.

Selon une étude récente de l'Institut der deutschen Wirtschaft, l'Allemagne compterait 4 millions d'aides ménagères, dont les 91% non déclarées, alors qu'elle ne compte que 600'000 enseignantes primaires et secondaires.

Problème de méthode

Depuis la fin des années 1980, des autrices féministes, comme l'Afro-américaine Kimberlé Crenshaw, ont appelé à « *démarginaliser* » *l'intersection de la race et du sexe*

Sur cette base, une riche littérature *intersectionnelle* s'est développée, qui a mis en évidence la diversité des vecteurs d'oppression – classe, race, orientation sexuelle, identité de genre, capacité (validisme), âge, nationalité, religion, langue, appartenance géographique, appartenance culturelle, éducation, apparence physique, statut familial, statut professionnel –.

Ces approches intersectionnelles ont mis le doigt sur de multiples lignes de clivage au sein de la classe travailleuse. En même temps, elles ont contribué à brouiller la distinction entre l'exploitation du travail salarié – le conflit de classe central du mode de production capitaliste – et les formes sociales concrètes que son fonctionnement et sa reproduction déterminent en opposant des catégories du salariat les unes les autres. Or, si l'exploitation du travail salarié et les divisions qui fracturent le salariat découlent d'un même mode de production et de reproduction capitaliste, il importe de les distinguer.

Parce ce que la lutte des classes contre le capital n'a pas la même fonction que celle contre les divisions au sein du monde du travail (salarié et non salarié). La première permet d'envisager un autre mode de production et de reproduction sociale au-delà du capitalisme. La seconde est la condition de l'unité du travail contre le capital. Elles sont aussi importantes l'une que l'autre, mais ne se situent pas au même niveau d'analyse.

L'approche marxiste de la reproduction sociale (c-à-d, des conditions de pérennité du capitalisme), s'efforce d'intégrer les apports des approches intersectionnelles. Elle vise à développer une théorie de l'exploitation capitaliste qui tienne compte des formes concrètes de production et de reproduction du système ; qui permette de saisir les tendances à la division et aux contradictions au sein du monde du travail, tant dans la sphère productive que dans celle de la reproduction.

Au-delà de la circulation des marchandises, Marx a voulu montrer ce que cachait « l'antre secret » de la production capitaliste – l'exploitation du travail salarié –. Nancy Fraser a proposé récemment de chercher à percer, encore au-delà, ce qui se cache derrière cette « antre secret », soit les conditions de reproduction du capitalisme – ressources naturelles, travail non marchand de reproduction et conditions politiques (voir « Derrière 'l'antre secret' de Marx. Pour une conception élargie du capitalisme », NLR 86, mars-avril 2014 – traduction française, *Les temps modernes* 699, juillet 2018 – développé dans *Le capitalisme est un cannibalisme*, Marseille, Agone, 2015).